

Témoignage → Le monde agricole a quelques difficultés à sensibiliser les parlementaires majoritairement tournés vers des préoccupations urbaines. Cependant quelques-uns d'entre eux sont parmi leurs plus fidèles défenseurs. Franck Marlin, député maire d'Etampes, est de ceux-là. Il réagit au Plan Barnier.

“Le Plan Barnier ne fait que semer la division”

Horizons - Vous avez tenté d'obtenir un temps de parole à l'Assemblée Nationale pour évoquer le Plan Barnier. Il vous a été refusé par votre groupe et c'est finalement l'un de vos collègues du Nouveau Centre qui a fait passer quelques-unes de vos remarques. Pouvez-vous nous résumer les messages que vous vouliez faire passer ?

Franck Marlin : « J'éprouve un sentiment d'une profonde injustice par rapport à la décision qui a été prise. Pourquoi vouloir transformer un système qui fonctionnait bien par un moins bon ? Le Ministère de l'Agriculture n'a réussi qu'à semer la division au sein de la profession.

Nous avons la chance d'avoir des exploitations de polyculture à nos portes dont la vocation première est de nourrir la population. Elles sont gérées par des chefs d'entreprise qui ont un savoir-faire, et, qui, de plus contribuent largement à l'équilibre de notre balance commerciale. Je ne comprends donc pas l'intérêt de la France à vouloir pénaliser cette filière en réformant un dispositif qui donne satisfaction. La hausse des prix des céréales a été ponctuelle et ne pouvait servir de fondement à cette réforme. En abaissant leur

revenu entre 30 et 40% le Ministère les déstabilise, voire les remet en cause. Le message est donc tronqué y compris vers le grand public, sous prétexte d'un rééquilibrage vers les cultures d'aménagement du territoire. »

Horizons : Vous en voulez plus à Michel Barnier qu'au gouvernement ?

Franck Marlin : « Je n'ai pas l'habitude de pratiquer la langue de bois et j'ai toujours exprimé le fond de ma pensée quitte à montrer des divergences avec mon groupe. Michel Barnier a déjà annoncé qu'il n'était plus ministre alors qu'il n'a pas encore fini sa mission !

En revanche, certains s'acharnent contre l'UMP. Il faut être cohérent. Ce n'est pas parce que je suis au sein de ce groupe que je perds ma liberté de m'exprimer, loyalement mais sans arrière-pensée clientéliste. Je rappelle que l'on va à l'encontre des engagements pris lors des élections, et l'Union européenne a bon dos, alors qu'il s'agit de mesures franco-françaises. J'ai, malheureusement, le sentiment que l'agriculture n'est pas une priorité nationale et c'est regrettable... »

Horizons - La décision de mettre une enveloppe de 170 millions est-elle en mesure de

clamer les esprits ?

Franck Marlin : « La grille de répartition n'est pas encore connue. Mais en réservant l'enveloppe aux zones dites intermédiaires, cela va encore une fois accentuer les divisions au sein de la profession et entre les régions. Cela traduit un véritable problème de lisibilité de la politique agricole au sein du gouvernement. A l'heure où les plans sociaux se multiplient il n'y avait pas nécessité d'en rajouter.

Pour ma part, avec d'autres collègues parlementaires, nous allons nous mobiliser pour apporter au conseiller technique de la présidence le fruit de nos réflexions. Les prochains jours sont décisifs pour les derniers points encore négociables. Pour le reste, tout est quasiment bouclé. La mobilisation a été un peu tardive et aujourd'hui il faut aller jusqu'au bout pour ce qui reste à négocier. »

Horizons - Comment expliquez-vous cette incompréhension entre le monde agricole et certains membres de l'exécutif au gouvernement ?

Franck Marlin : « Le Plan Barnier a surfé sur l'argument de l'aménagement du territoire au détriment de l'approche économique. Or, j'insiste, la question de la sécurité alimentaire



est une priorité nationale. Et c'est une dimension de la politique nationale que je n'arrive pas à comprendre. C'est une erreur de stratégie, grave. »

Horizons - Comment voyez-vous les prochaines échéances ?

Franck Marlin : « L'échéance des européennes n'aura échappé à personne. Avec le ticket Michel Barnier-Rachida Dati, on a tout à perdre. J'entends dans la plaine l'idée qui progresse de constituer une liste. Pourquoi pas ? Je le comprends. A la condition qu'elle sorte de l'image « agricole-agricole » et corporatiste. Elle doit se tourner vers les voisins non agrico-

les et porter des messages qui leur parlent. Les agriculteurs ont beaucoup de choses à leur dire sur leur implication dans les attentes sociétales. »

Horizons - Les agriculteurs de l'Île de France le prouvent, d'une certaine façon, en participant, par exemple, au projet de biomasse avec votre commune et la communauté de communes ?

Franck Marlin : « Absolument. C'est un exemple concret qui montre que les agriculteurs sont à la hauteur de ces attentes. L'inauguration de l'unité de production d'agro pellets gérée par la coopérative d'Île de France sud va d'ailleurs se faire bientôt. Je ne sais pas si le développement durable a un véritable sens, mais, à mon niveau, j'essaie en tout cas de réfléchir comment une commune comme la mienne peut participer à des investissements dont les retombées vont profiter à la fois à l'environnement et à l'économie locale. C'est aussi en ce sens que le grand public pourra sentir son appartenance à un territoire qui est animé par des entreprises et des exploitations capables de répondre à leurs besoins. »

PROPOS RECUEILLIS
PAR LAURENT LE GALL